

FAYARD

Caton

De la renaissance

DE LA
RENAISSANCE

LB 61

1584

DU MÊME AUTEUR

De la reconquête, Fayard, 1983.

DE LA
RENAISSANCE

CATON

13.14

DE LA RENAISSANCE

497

Fayard

DL-24-10-1983-29497

DE LA
RENAISSANCE



© 1983, Librairie Arthème Fayard

PROLOGUE

Barre le « légitimiste », Chirac le « bonapartiste », Giscard l' « orléaniste », Mitterrand le « monarque », Veil le « centre-droit européen », Rocard le « centre-gauche moderniste » : ces six personnages, sauf accident ou décès, ce qu'à Dieu ne plaise, c'est une lapalissade de dire qu'ils seront au premier rang des batailles politiques françaises des années à venir. Si j'avais quelque goût pour la politique-fiction, nous pourrions nous amuser ensemble à un feuilleton à suspens et rebondissements divers qui débiterait quelques mois avant les élections législatives de 1986.

On y verrait, par exemple, le parti communiste se demander anxieusement s'il rassemblera plus de 10 % des suffrages exprimés, et se plaindre amèrement de la dureté des temps : la classe ouvrière s'est rétrécie au lavage post-industriel, les cadres de l'informatique ou de la chimie s'embourgeoisent et, hélas, hélas, hélas, les immigrés ne votent toujours pas. Avec cette fichue proportionnelle décidée par le Machiavel de l'Élysée, qui se prépare à gouverner au centre

en espérant réussir là où Giscard avait échoué, les vaillants camarades de la Place du Colonel Fabien savent qu'ils n'ont aucune chance de demeurer aux affaires. Alors, faut-il partir avec éclat avant d'être congédiés ? Faut-il demeurer, stoïques, jusqu'au bout, en espérant que les électeurs de la Fonction publique et les passagers du Paris-Nice sauront ne pas oublier qui furent leurs ministres ? Grave dilemme. D'autant plus que la situation internationale se caractérise toujours par son flou artistique.

Le parti socialiste aurait achevé, non sans douleurs prénatales et ardentes souffrances métaphysiques, son *aggiornamento*. Delors, l'ancien Saint-Sébastien percé de flèches, l'apôtre farouche de la rigueur, est Premier ministre depuis bientôt deux ans. Miracle : il est désormais fort entouré, sur les chemins escarpés du réalisme économique-social. Les instituteurs, au bout de quatre ans, ont commencé à comprendre ce que veut dire un différentiel d'inflation. Leurs poings farouches ne serrent plus la rose d'Epinay mais une calculette électronique ; à chaque fin de mois, à l'annonce des chiffres du chômage, de la hausse des prix et du commerce extérieur, ils crient en tapant des mains : « On a gagné ! On a gagné ! » ou observent, si les indices sont plus sombres, un silence prudent. Certains, tel le chœur antique, osent encore entonner *mezzo voce* — très très *mezzo voce* — la complainte des fidèles : « Et Jaurès, dans tout cela ? Et Blum ? Et l'auto-gestion ? — Plus tard, répond la foule. Parons au plus chiffré. » Jean-Pierre Chevènement, Didier Motchane et

leurs amis du CERES ont pris le maquis ; le 18 juin 1986, quelques jours avant le premier tour, ils lanceront un appel au peuple français, dénonçant la trahison social-démocrate et réclamant un gouvernement de salut public pour la reconquête du marché intérieur.

Jacques Chirac se prépare à être, au lendemain des élections, de nouveau Premier ministre. Cela fera tout juste dix ans qu'il aura lancé sa démission à Giscard. Il est en campagne depuis un an. Paris lui appartient. Le RPR, uni comme un seul homme autour de son chef, multiplie les meetings à grand spectacle, avec écran géant, lasers et confetti. Le slogan le plus fréquemment entendu : « Chirac Président. » Une seule ombre, et de taille, au tableau : cette foutue proportionnelle. Les zigotos de l'UDF ne sont-ils pas prêts à aller à la soupe ? Et pas seulement Stirn ou Péronnet, Stasi ou Méhaignerie, mais le gros de la troupe. Simone Veil elle-même, si elle estime que la situation est suffisamment grave pour exiger un consensus national, ne serait-elle pas capable d'accepter Matignon ? Comment, Poussinette ferait ça ? Oui, elle pourrait le faire. Avec une totale sincérité. Et avec une non moins totale conviction. Et comme elle est maillot jaune des sondages, une partie des Français risquerait de la suivre... Misère. Et tu crois que Mitterrand préférerait choisir Veil que Chirac ? Parbleu, c'te question ! Misère. On est les meilleurs et on ne peut même pas être complètement heureux. Pas juste.

Valéry Giscard d'Estaing la connaît enfin,

cette traversée du désert qu'il ne voulut pas effectuer dans l'après-mai 1981. Bien sûr, il sera élu à Clermont-Ferrand. Amère victoire. L'UDF, cette ingrate, s'est donnée à Barre, lui voyant plus d'avenir qu'à moi. Tous ces députés que j'ai faits, tous ces énarques que j'ai nourris, choyés, protégés... Giscard se souvient du début de l'hallali : le premier coup de poignard — le plus douloureux — avait été porté par Raymond Aron dans *l'Express*, en août 1983. Le vieil intellectuel quittait le navire en reprochant à l'ancien Président de ne pas avoir pris tout de suite quelques années sabbatiques, et se rangeait implicitement sous la bannière de Raymond la Science. Les autres, moutonniers, avaient suivi. Mais un homme d'Etat ne se décourage pas pour autant. Ses amis du Conseil pour l'Avenir de la France sont toujours là, fidèles, autour de lui. Et les analyses de la Cofremca sur « les courants porteurs » de la société française continuent de le rassurer. Ce groupe central qui constitue la majorité des Français, il reste mieux à même de l'incarner que tout autre. C'est vrai qu'il aurait dû faire en 1974 ce que Mitterrand a fait en 1981 ; c'est vrai aussi qu'un mode de scrutin largement proportionnel aurait pu l'avantager. Mais l'heure n'est pas aux regrets inutiles. Les présidentielles sont pour 1988. En deux ans, bien des choses peuvent se passer. En attendant, il ne s'est pas opposé à l'ascension de Barre. Entre le député de Lyon et le maire de Paris, son cœur, on s'en doute, ne balance pas.

Raymond Barre, quant à lui, ne s'est pas

donné à l'UDF. Il continue, imperturbable, sur sa lancée « gaullienne », psalmodiant d'une voix chantante son inaltérable credo : l'indépendance nationale, unique objet de son combat, ne sera assurée véritablement que par la force du franc, la maîtrise de l'inflation, les équilibres du budget et du commerce extérieur : si ces quatre nécessités ne sont pas remplies, rien ne va plus. En faisant répéter chaque soir aux Français leur leçon d'économie, la gauche a rendu un fieffé service au cher professeur. Puisque l'essentiel est dans les chiffres, se sont-ils dits, un économiste professionnel, qui par surcroît tient exactement les mêmes propos depuis dix ans, c'est toujours bon à prendre. Le texte, qui agaçait hier, rassure aujourd'hui, même s'il persiste à ne pas enthousiasmer. Belle ascension en douze ans pour celui qui prit en mai 1974 la tête d'un comité d'économistes favorable à la candidature de Valéry Giscard d'Estaing. Comme l'écrivait joliment Jean Bothorel : « Barre a acquis la certitude que toute équipe au pouvoir qui ne serait pas dirigée par lui conduirait le pays à la catastrophe... Il y a chez lui un orgueil immense qui n'est pas sans rappeler celui du général De Gaulle ; loin de chercher à le dissimuler, il le brandit. Cette explosion du " moi " va provoquer d'énormes dégâts dans l'univers giscardochiraquien¹. »

En 1986, il ne s'agit plus de dégâts, mais d'un glissement de terrain qui a notablement modi-

1. *Le Pharaon*, Ed. Grasset.

fié le paysage. Barre et Chirac apparaissent comme les deux candidats sûrs de l'opposition aux prochaines présidentielles, le premier portant les espoirs de l'U.D.F., le second ceux du R.P.R. Mais, curieusement, à la veille des législatives, c'est Simone Veil qui paraît en pointe, Barre s'étant mis lui-même hors jeu : il a dit et répété, dès 1983, qu'il n'avait jamais cru à une cohabitation possible entre le Président en place et un Premier ministre issu de l'opposition. Cela dénaturerait, dans la lettre et dans l'esprit, les institutions de la V^e République. Pas question pour lui d'aller à Matignon : il restera député de Lyon. Mais il y a plus grave : avec la proportionnelle, Mitterrand peut espérer des ralliements individuels, c'est-à-dire le retour, — horreur des horreurs, crime majeur contre l'esprit — de la IV^e République. Pour Barre, pas de doute : si les résultats des élections législatives montrent clairement que le Président est désavoué, il doit partir.

Cette orthodoxie institutionnelle n'est pas sans agacer certains membres de l'UDF. Car enfin, quand Giscard répétait : « Je ne désertai pas la fonction que j'exerce. Un Président de la République, élu pour sept ans, chargé d'assurer la continuité de l'Etat, ne doit pas interrompre ses fonctions en raison des résultats d'une élection qui s'applique à d'autres qu'à lui » ; et quand il ajoutait, en janvier 1978, à Verdun-sur-le-Doubs : « Vous pouvez choisir l'application du Programme commun. C'est votre droit. Mais si vous le choisissez, il sera appliqué. Ne croyez pas que le Président de la République ait dans

la Constitution des moyens de s'y opposer... » — que faisait Raymond Barre, alors Premier ministre ? Comment avait-il réagi à cette lecture giscardienne de la Constitution, visiblement aux antipodes de la sienne ? Il se montra, en tout cas, fort discret dans son indignation, si tant est qu'elle existât. Ni protestation publique, ni menace de démission devant ce grave manquement aux Tables de la Loi. Ce qui est condamnable chez Mitterrand ne l'était-il donc point chez Giscard ? Barre changerait-il d'avis selon la tête du client ?

Certaines têtes du parti républicain déplorent, en tout cas, cette mise entre parenthèses. Comme ils le préféreraient en train de rompre des lances contre Chirac, par exemple à l'Assemblée nationale, en séance plénière : « Je dirai que, même si j'avais eu le désir de critiquer mes prédécesseurs, je n'en aurais pas eu le temps, tellement on m'a laissé de choses à faire, à défaire et à refaire. » Ou encore, il n'y a pas si longtemps, au cours d'un dîner : « L'ordre que l'opposition devra remettre, c'est le même ordre que j'ai eu à remettre en 1976 ! » Ah, comme on l'apprécie quand il dresse un impitoyable bilan de la gestion socialo-communiste !... Oui, mais voilà : en cette veille d'élections législatives décisives, il refuse l'éventualité d'être à nouveau chef du gouvernement, se privant ainsi pendant quelque temps de son rôle de candidat de l'UDF, et laissant, quoi qu'il en ait, Chirac occuper le terrain.

Un doute horrible effleure à nouveau certains de ses partisans : Barre est-il vraiment un poli-

tique ? Certes, un nombre croissant de Français lui font confiance. Heureusement, ils ont oublié que le chômage, l'inflation et les emprunts extérieurs existaient déjà — lourdement — avant mai 1981. Mais, à l'heure des bourrasques planétaires, la comptabilité tranquille d'un Poincaré sûr de lui et dominateur suffira-t-elle à mobiliser les populations ? Il est bon de revêtir les habits neufs du président De Gaulle ; encore y faudrait-il la formidable puissance du Verbe. De ce côté, malheureusement, on est loin de compte.

Je pourrais encore continuer à errer dans les labyrinthes du futur, évoquer le Florentin de l'Elysée jonglant avec toutes les armes de la Constitution : article 16, dissolution, démission, élaborant les scénarii redistributifs permis par l'introduction de la proportionnelle et le redécoupage des circonscriptions, jouant avec la palette politique comme il jouait avec les courants du PS, mesurant l'incompréhension dont a longtemps été l'objet de la V^e République, et qu'il partagea : « Le Général de Gaulle croyait avoir détruit le régime des partis, ses adversaires pensaient subir un pouvoir personnel quasi dictatorial, alors que la France découvrait un authentique régime de parti par le biais du pouvoir du chef¹. » Paradoxe qui fait sourire l'ancien pamphlétaire indigné du *Coup d'Etat permanent*. Mitterrand ne démissionnera pas. Selon les résultats, il appellera Simone Veil ou

1. Extrait de l'excellent article d'Olivier Duhamel dans *Commentaire*, été 1983.

Michel Rocard et, évidemment, en cas de nette victoire du RPR, Jacques Chirac. Ses préférences iraient tout de même à la première alternative. L'UDF sans ses extrémistes, le PS sans ses protectionnistes : rassemblement et recentrage, mon beau souci...

Laissons pourtant de côté la politique-fiction : il y a plus urgent. Nous avons suffisamment dit et répété que nous ne nous maintiendrons pas au pouvoir, demain, en y revenant avec les idées d'hier. Laissons la gauche s'enliser dans les marécages d'une gestion difficile, c'est son affaire, avions-nous écrit ; tôt ou tard, elle devra payer la facture. Soit.

Mais c'est aussi, à terme, notre affaire ; et le premier des devoirs d'opposition consiste dès aujourd'hui à traduire en langage clair les formidables mutations mentales, sociales, technologiques qu'est en train de connaître l'Occident depuis une dizaine d'années. Je suis tristement fasciné par les années-lumière séparant ces transformations de fond et la vétusté d'un langage politique qui, pour l'essentiel, semble sortir tout droit d'une fin d'agapes radicales-socialistes de la III^e République. Présenter l'adversaire comme l'incarnation du Mal ; parler de la France comme s'il s'agissait d'une navette spatiale voguant dans une royale solitude, le long de la Voie Lactée ; s'accrocher, faute de grives, à un ultra-libéralisme d'importation qui ne marche même pas sur son terreau d'origine ; tenir un discours électoraliste et démagogique sur la violence et l'immigration, au risque

d'attiser des tensions sociales et ethniques qui nous joueront tôt ou tard de mauvais tours ; se cantonner dans un négativisme stérile, et considérer que la guerre civile commence au petit déjeuner ; tout cela, qui fut de bon aloi dans les années de croissance, témoigne aujourd'hui d'un provincialisme désuet et d'une autarcie intellectuelle qui ne laissent pas d'inquiéter. Où sont les idées nouvelles ? Les comportements inédits ? Les langages inouïs ? Comme sœur Anne, j'ai beau scruter, je ne vois rien venir, que Debré qui poudroie et Ponia qui verboie.

Parlons franc : ce n'est pas avec des calembredaines de salle de garde que nous allons réveiller les Français. Ce n'est pas avec des rapports comptables et des homélies ternes sur le mieux-être du commerce extérieur que nous allons les mobiliser. La guerre culturelle et économique mondiale fait rage sur tous les fronts, impliquant que chacun se retrouve « avec la réalité rugueuse à étreindre ». Au lieu de tenir le discours de rupture qui serve la pédagogie de ce gigantesque déplacement des signes, nous baignons encore dans le même consensus clientéliste, les zizanies de clocher et les vieilles scènes de ménage. Arrêtons de nous enliser dans ces combats d'arrière-garde. Il y va, sans exagération, de notre survie.

Tout a craqué : la société, les mœurs, l'économie, les classes sociales, les certitudes idéologiques. La forêt s'est mise en marche, un nouveau paysage se découvre. Quel y sera notre rôle ? Quelles seront les tâches des nouveaux princes

d'une France qui change plus vite que nous ? Quelles valeurs orienteront désormais les actions d'un Etat qui ne pourra plus jamais jouer les bonnes à tout faire ?

C'est à l'esquisse de réponses précises qu'à présent nous vous convions. C'est-à-dire rien moins qu'à l'élaboration d'un grand dessein de Renaissance, qui vaudra qu'on se mobilise et qu'on s'implique. Au revoir donc, l'espace d'une réflexion, aux jeux de la vieille politique ; bonjour à la responsabilité, au risque, au désir et à l'Histoire.

CHAPITRE PREMIER

Bon anniversaire, Madame la Crise

« Après tout, penser est une opération pas tellement coûteuse, socialement parlant. » La phrase est du mathématicien René Thom. Bon anniversaire, Madame la Crise : cela fait exactement dix ans qu'elle entra par la grande porte, enrubannée de pétrodollars, Salomé tragi-comique esquissant pour notre inquiétude la danse des sept voiles : inflation, chômage, dévaluation, récession, déficit, endettement, contrôle. Nous l'applaudîmes avec cette résignation cynique qui caractérise notre temps. Nous lui offrîmes la tête d'Henry Ford sur un plateau d'argent : la société de consommation à outrance avait vécu, mais nous ne le savions pas encore.

Soyons sérieux : nous ne sommes pas assez obtus pour n'avoir pas senti, çà et là, d'inquiétantes prémices. Il me souvient d'un film montrant la rentrée à l'usine Wonder de Saint-Ouen, en juin 1968. Une ouvrière, encadrée par deux délégués syndicaux, pleurait. Les représentants assermentés du monde du travail avaient beau lui dire que les masses populaires avaient gagné, que « nous » rentrions la tête haute, que

les augmentations de salaire avaient été accordées, que les travailleuses pouvaient être fières, que ceci, que cela, elle n'écoutait pas, elle n'en avait que faire : elle allait retrouver le même travail stupide, routinier, polluant, les mêmes cadences, les mêmes horaires imposés, le même faciès autoritaire du petit chef : jamais cent francs de plus par mois n'aboliraient la béance insigne de la répétition. Cette ouvrière témoignait du fait que dans certains secteurs de notre douce France, le taux de frustration avait déjà dépassé le taux de production. Et que nous n'avions guère à nous en réjouir.

D'autres signes, plus abstraits, eussent dû nous avertir : les investissements, entre 1967 et 1973, s'accroissent de 63 %, tandis que la production n'augmente que de 41 %, d'où le recours systématique à l'emprunt. L'économisme, déjà, pour boucher les trous. Il ne fallait surtout rien dire aux Français. L'homme politique le plus accompli de cette décennie : Nou-nours. Bonne nuit, les petits. Protégés, remboursés, assistés, de l'utérus au cercueil. Grand-père Ford nous l'avait dit : augmentez le pouvoir d'achat et fabriquez beaucoup de petits consommateurs.

Qu'un hommage solennel, en guise d'adieu, soit ici rendu à la société industrielle productiviste. Notre Descartes, qui règne aux cieux de l'Occident socialo-capitaliste, nous avait appris que l'homme était là pour exploiter la nature et la façonner à son image. En trois siècles, nous avons bien travaillé. Le marché régulé par l'Etat, la prospérité pour tous les petits blancs,

la conquête de l'Ouest et de la lune : nous ne perdîmes point notre temps. Le plein emploi, la hausse régulière du pouvoir d'achat, l'épanouissement du produit intérieur brut : la pauvreté n'était plus qu'une figure de style dans un roman de Zola, rien n'allait pouvoir arrêter cette irrésistible ascension vers le bonheur considéré comme produit de première nécessité.

En dix ans, le voile s'est déchiré et l'inversion des signes, accomplie. Le réveil est dur : bouche pâteuse, haleine lourde. Le navire prend eau et, pourquoi le celer, nous eûmes de plus en plus de peine à tenir le gouvernail.

Certes, depuis deux ans, d'autres que nous tiennent la barre. Nous découvrons le sarcasme, comme eux-mêmes, pendant plus de vingt ans, nous abreuvèrent d'injures. C'est, paraît-il, le jeu. Terminé : il faut en changer les règles. Comme le disait un jour, de manière saisissante, un syndicaliste CFDT parlant des « patrons » : « Nous voulons les faire bouger, pas les détruire. » La reconquête devra désormais passer par l'invention tout à la fois raisonnée et intuitive d'un consensus, sauf à s'abîmer dans des guérillas civiles, pourvoyeuses et accélératrices d'une décomposition dont on ne décèle que trop les remugles annonciateurs.

La Constitution de la V^e République exige en effet l'affrontement. La politique y devient la guerre civile poursuivie par d'autres moyens. Scrutin uninominal pour les législatives, combat de « champions » aux présidentielles : être « majoritaire » signifie non seulement la

défense absolue du gouvernement (émanation du chef de l'Etat), la fidélité sans faille à celui-ci, mais aussi la seule incarnation admise du régime ; l'adversaire — celui qui met en question cette triple marque d'adhésion — devient un trublion séditieux, l'empêcheur de gouverner en rond, perçu à la limite comme immoral, et — au diable l'avarice — inconstitutionnel. De ce point de vue, il est amusant de rappeler que le terme « opposition » n'apparaît pour la première fois dans un texte juridique qu'en juin 1974, à l'occasion de la réforme de la procédure des « questions au gouvernement ». Comme l'écrit Daniel Prat¹ : « Puisque la conquête de la majorité permet de faire la loi, le droit n'est donc qu'au service de cette majorité. » Pour la gauche — quoi qu'en dise aujourd'hui l'ex-Premier secrétaire du Parti socialiste —, l'opposition politique est en même temps « l'ennemi de classe » qu'il faudra éliminer à tout prix ; pour la droite, le pouvoir actuel n'est qu'un mauvais moment à passer, une parenthèse cauchemardesque dans l'histoire glorieuse de notre pays. Michel Debré écrivait, le 26 mars 1983, dans le *Figaro-Magazine* : « ... Au lendemain des cantonales, j'avais ici même lancé un signal d'alarme : " Le gouvernement socialo-communiste a été légitime. Il n'est plus que légal. Il peut vite devenir illégitime. " Voilà qui est fait. » Debré, qui rassembla sur son nom 1,65 % des voix au premier tour des dernières élections présidentielles, n'est pas effleuré par le doute à

1. Revue *Intervention* n° 4, 1983.

propos de sa propre légitimité. Une pensée unique l'étreint : écrasons l'infâme qui n'est pas comme nous ! Ainsi va la politique, combat de zombies dans un courant d'air, cependant que la France et le monde en sont à affronter le plus grand mouvement de bascule de ce siècle.

Je n'ai cessé de le répéter à mes amis : il n'est que temps de se ressaisir. Si nous continuons à préparer les guerres de demain avec les stratégies d'hier, les Français risquent un jour de devenir plus intelligents que nous. Pis : de s'en apercevoir. Nous avons changé de société, mais pas de langage. Nous agissons exactement comme des galopins en train de jouer aux cow-boys et aux indiens alors que l'incendie gagne déjà le premier étage. Mais si ce n'était que l'incendie ! Il y a aussi la moisissure. La poussière. Les fissures qui se multiplient dans les rues, les usines, dans les têtes. On ne peut plus, aujourd'hui, continuer à fantasmer sur les « 49/51 % », cette « illégitimité secrète » dont parlait André Malraux. Antienne bénie des politologues, des sondeurs et des candidats : 45 % des Français votent systématiquement à gauche, le même nombre choisit sans hésiter la droite, et les 10 % du « marais » font la décision. Justesse de la statistique, fausseté du raisonnement : qui ne voit que dans la société informationnelle qui nous entoure déjà, le consensus devra être autrement plus probant ?

Il est vrai que nous avons voulu, le plus sincèrement du monde, le bonheur des Français. Qu'ils souffrent le moins possible, tel était notre objectif ; après tout, nos pauvres n'étaient

pas ceux du Tiers-monde. Ils avaient droit à l'ascension sociale, au scanner médical et à la retraite contemplative. Et si nous nous trouvâmes fort dépourvus quand la crise fut venue, ce n'était pas faute d'avoir œuvré. Est-ce notre responsabilité si les mécanismes mêmes qui assurèrent notre expansion commandent aujourd'hui notre stagnation ? Ivan Illich aurait-il raison, qui affirme connaître un seuil au-delà duquel une institution devient le principal obstacle aux buts qu'elle est censée servir ? La théorie des effets pervers nous frappe de plein fouet. Nous n'irons plus au bois, la croissance est stoppée : on aurait pu nous prévenir. Nous laisser le temps de nous recycler. Le drame de la politique-spectacle, c'est qu'elle ne permet plus la traversée du désert : il y a désormais une caméra derrière chaque dune.

Il faut nous rendre à l'évidence : nous n'avons plus les moyens du manichéisme. La vertu tout entière réfugiée dans un camp, et l'opprobre dans l'autre ; les bons Français avec nous, les mauvais au gouvernement ; les essences figées pour l'éternité au ciel des vérités révélées, c'est fini. Machiavel n'y retrouverait pas ses petits : nous sommes désormais condamnés au mentir-vrai. Dure métamorphose : la démagogie doit venir positive parce que, tout simplement, nous ne pouvons plus faire le ménage partout, nourrir les pensionnaires, payer, outre les allocations, le gaz, l'électricité, le téléphone et les charges ; nous ne pouvons plus rien promettre. Voici venir une nouvelle race d'hommes politiques : ceux qui disent la vérité parce que, pour

la première fois, c'est *payant*. Faisons donc de nécessité vertu. Il est vain de feindre d'organiser ces mystères qui nous dépassent, comme il est ridicule de clamer à tous vents que la crise est mondiale pour mieux s'en débarrasser, comme s'il s'agissait d'un orage passager ou d'un accès d'urticaire.

Qui sommes-nous ? L'opposition. Que voulons-nous ? Le pouvoir. Lapalissade immédiatement corrigée par l'angoissante question : quelle France allons-nous ramasser ? Et dans quel état ?

Bon anniversaire, Madame la Crise, et merci. Grâce à vous, nous avons gagné du temps. Nous sommes passés d'une société de production et de consommation à une société d'information et de création ; d'une société d'apparente sécurité à un système à hauts risques ; du principe de contradiction binaire (droite-gauche, bon-méchant, français-étranger, Est-Ouest, Nord-Sud, marxistes-capitalistes, libéraux-étatistes, et autres couples célèbres, dont la popularité dans les chaumières et le rapport qualité/prix ne sont plus à souligner) à un concept général de complexité. Nous n'hésiterons plus désormais à dîner avec notre ennemi intime : la coalition des concurrents n'est pas un vain slogan. Nous parlerons moins d'objets produits et consommés que d'idées transmises et valorisées ; moins de fixité que de fluidité ; à l'irresponsabilité hargneuse des castes et corporations, nous opposerons l'autonomie et l'implication de la démocratie participative ; à la solitude considérée comme art de vivre, la multiplication de

groupes informels en vue d'actions précises. L'Etat-Providence agonise : nous ne pratiquons pas à son égard l'acharnement thérapeutique. Les masses dormaient de leur plus moelleux sommeil : elles vont être, hélas, obligées de se réveiller. Les adeptes de la toute-puissance du marché et du « laisser-faire, laisser-aller » pointent un museau qu'ils prétendent victorieux ; nous démontrerons leur naïveté laborieuse. Les nationaux-protectionnistes de la « France seule » veulent nous « protéger », comme Al Capone protégeait ses débits de boisson : nous montrerons qu'il s'agit d'un des plus courts chemins vers l'abîme.

Il ne messied pas de consulter parfois les publicitaires. Nous avons vu que, dans certains cas, un clocher de village au second plan peut faire des merveilles. Or, il entre dans les stratégies adoptées par ces grands prédateurs une hypothèse de base à partir de laquelle ils élaborent la manière la plus subtile de vendre un détergent, un présidentiable ou une multipropriété. Cette hypothèse, la voici : 80 % des Français sont morts. C'est-à-dire qu'ils appartiennent à l'immense troupeau des subjugués, des suiveurs, de ceux qui ne demandent qu'une chose : paître tranquillement leur pelouse. L'ambition des publicitaires est donc de convaincre les 20 % de « décideurs », d'« indépendants », ceux qui font les modes, qui contribuent à créer les nouvelles normes. Ceux qui entraîneront les autres. Le message doit donc arborer les mille et une teintes de la complexité : les « autonomes » ne s'en laissent pas

facilement conter. Il s'agit, pour nous aussi, de parler aux vivants, à cette différence près que nous n'avons pas un produit marchand à leur vendre, mais une idée, infiniment plus fragile, plus volatile, plus essentielle : la prise en charge de chacun par lui-même, seul moyen, non de sortir de la crise par je ne sais quel remède-miracle, mais de s'en emparer pour bâtir les chemins du meilleur contrôle possible de sa propre vie. *Nous autres hommes d'Etat savons désormais que nous sommes menacés* ; et que pour survivre, il va falloir maigrir. Sérieusement. Et se muscler. Assidûment.

Après avoir longuement — et légitimement — invoqué la charte des Droits de l'Homme et du Citoyen, il n'est que temps de parler de nos devoirs. Devoirs de responsabilité, de solidarité : exigences fondamentales que la crise requiert, puisqu'en dépit de quelques bonnes paroles faussement rassurantes, elle nous est devenue résidence principale. Nous fûmes démagogues : il va nous falloir devenir pédagogues.

Nous avons négligé des armes d'une redoutable efficacité : tout l'arsenal de l'information-culture, de l'ordinateur à la télévision, du câble au satellite. Les machines à communiquer ont débarqué : nous n'en sommes encore qu'aux borborygmes, mais leur langage commence à faire ses premières phrases. Et par un de ces « hasards objectifs » qu'affectionnait Hegel, la valeur « ajoutée » de la société d'information-participation (c'est-à-dire l'imaginaire, la créativité) correspond exactement à la nouvelle

éthique de la crise. Il nous faut, comme les conquistadors d'antan, apprendre à observer l'Autre, non pour le dominer, mais pour s'y adapter : tout comportement — même hostile — est un message, toute parole — même désagréable — est communication. Nous voici contraints, gauche et droite, patrons et syndicalistes, gouvernants et gouvernés, citadins et paysans, de nous reconnaître : non pour nous étreindre dans je ne sais quelle fraternité de pacotille, mais dans le dessein très pragmatique de débloquer des archaïsmes dont l'affrontement sans merci ne pourrait être, à terme, que catastrophique pour tous. Les technologies les plus modernes nous permettent désormais de ressusciter la démocratie gréco-romaine : voici venir le temps de l'agora télévisuelle, du forum électronique. Loin de moi la pensée de faire de ces machines de nouveaux fétiches d'une société de consommation déboussolée, en quête de produits de substitution. Quand Morse inventa la télégraphie et qu'on établit la première communication entre l'Etat du Maine et Washington, quelqu'un posa la question nécessaire : « Oui, c'est très joli tout ça, mais est-ce que le Maine a *quelque chose à dire* à Washington ? » L'informatique, la télématique ne seront rien d'autre que ce que nous en ferons : réceptacles de paroles libérées, plurielles, métisses et signifiantes, ou chambres d'écho de la parole officielle de Big Brother.

Il faut se faire une raison : on ne gouverne plus par le silence ; il urge de se parler, au-delà des passions et des cynismes. Organisons à

toute allure le spectacle de nos affrontements. Devenons les metteurs en scène des inconscients collectifs de nos administrés. Me revient le titre d'une pièce de café-théâtre : « *Ce n'est pas parce qu'on n'a rien à dire qu'il faut fermer sa gueule.* » Il y va de notre tranquillité d'après 1986, date à laquelle, si tout va bien, nous reviendrons au pouvoir. Pas d'illusions : nous n'y serons plus seuls. Dans une France en récession, comment gouverner avec 51 % des votants ? Les Michel Debré d'en face — ils existent — auront tôt fait de proclamer, à leur tour, notre « illégitimité ». Il est grand temps, mes chers amis, croisés de la revanche, conservateurs pressés, de remettre vos compteurs à zéro. Contempteurs du collectivisme diabolique, de réfléchir un moment. La cire dans les oreilles ne peut faire longtemps office d'idéologie politique dominante. L'infantilisation comme méthode de gouvernement a vécu. Voici venir le temps de l'ouverture sur le monde, de la souplesse et de la vitesse, de la créativité et du jeu, de la performance et de la compétitivité, du désir d'entreprendre et de l'apprentissage des nouveaux accès au savoir, devant son petit écran, derrière son terminal d'ordinateur, dans les bureaux, les usines, les salles communes des HLM... Le tout organisé par l'ex-Etat-Providence devenu Etat-metteur en scène. Aujourd'hui, ce n'est plus chez Machiavel que les énarques ambitieux doivent prendre des leçons, mais chez Cecil B. De Mille et Fellini, Jean-Luc Godard ou Howard Hawks. Nous sommes condamnés à ouvrir les vannes de l'expression et des désirs. Après tout, chers

amis, ce ne sera pas un si mauvais moment à passer.

Reconversion inéluctable : nous n'avons plus intérêt à nier l'adversaire, mais à le subvertir. Nous devons donc mettre en œuvre une « participation » qui déborde très largement l'acception paléogaulliste du terme. La principale erreur des socialistes fut, jusqu'ici, de nous imiter, en continuant à gouverner « par le haut », cependant que les masses, éberluées et vachardes, regardaient passer le train d'enfer des réformes. Comme le dit Michel Foucault dans son dialogue avec Edmond Maire : « Le gouvernement et les partis au pouvoir ont simplement omis de dire la vérité, de poser le problème, de dire les difficultés qui nous attendent... Situation paradoxale : l'accession de la gauche au pouvoir qui ne s'accompagne d'aucun mouvement social, contrairement à notre tradition historique¹... » Mauvaise nouvelle pour la classe politique : elle ne peut plus mettre les Français entre parenthèses. Nous ne pouvons plus, à la lettre, nous « payer » leur indifférence. Ce qu'implique la société d'information-participation, c'est l'engagement. D'où les véritables révolutions culturelles à accomplir en matière d'enseignement et d'éducation : l'apprentissage de l'« apprendre », la formation permanente, le recyclage, etc. Quand, selon une étude de l'OCDE, deux salariés sur trois devront se reconvertir durant les dix prochaines années, les abolis bibelots d'inanité politicarde

1. *Le Débat*, mai 1983.

doivent laisser place à une intense et historique période de pédagogie à l'intérieur, et d'actes souverains à l'extérieur. Exclure l'autre, à l'heure où l'on a besoin de tous, devient pire qu'un crime : une stupidité.

Il est temps d'élargir le champ sémantique. A la caractéristique première de la démocratie : l'élection populaire, le droit de vote, qui confère le maximum de légitimité, s'est ajoutée, depuis quelques années, la démocratie statistique des sondages. Ainsi, chaque semaine, s'organisent plusieurs élections blanches et bon nombre de référendums. Ce n'est pas le lieu ici de discuter de la justesse ou des effets pervers de ces consultations, qui font la joie des espaces imprimés et provoquent quelques salivations audiovisuelles plus ou moins bien venues. Mais la république des sondages est toujours celle des zombies : aseptisés, récurés de toute passion et de tout sentiment, des milliers de fantômes se parlent d'une voix blanche. Communication sourde, amorphe, passive : il s'agit bien, ici, de cette « masse » silencieuse et opaque dont parlait Baudrillard, qui ne réagit que quand le sondeur la pique. Ersatz de parole libre, simulateur de dialogue : le sondage, c'est la danse des morts.

Il existe aujourd'hui une troisième voix royale, autrement plus intéressante : celle de la démocratie électronique, dans laquelle des hommes et des femmes en chair et en os prendront la parole pour s'expliquer, informer, revendiquer, témoigner, devant d'autres hommes et d'autres femmes qui leur répondront s'ils

en ont envie. On sait depuis longtemps que l'expression du vote ne suffit plus, étant par essence globalisante, schématisante, arasant la quotidienneté et les petits « récits » pour de grandes épures irréelles, supprimant tout consensus, n'étant jamais qu'un nécessaire déséquilibre entre deux affrontements ; parole caricaturale et cependant indispensable : il n'est que de visiter les pays où elle n'existe pas... Mais à ce suffrage universel, ne vaut-il pas la peine d'ajouter les mille et un sentiers de la parole directe, captée sur câble, satellite, tube cathodique ou bande magnétique ? La France, ici, avec ses trois chaînes étiques et son monopole antédiluvien, fait figure de parent pauvre face à ses partenaires européens, sans même parler des Etats-Unis. Que nous ne soyons pas capables, à l'heure où j'écris, de nous offrir des images 24 heures sur 24, à l'intention des cinquante-cinq millions de minorités agissantes qui composent notre pays, en dit long sur la peur insigne qu'ont nos princes de tous bords de perdre le contrôle de l'information, alors que c'est précisément en la déployant, en la démultipliant qu'ils verront se forger un consensus.

La plus belle histoire d'amour-haine du ^{xx}e siècle est celle qui unit — et divise — l'Etat et la société civile. Mariage indissoluble, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts ; Créon et Antigone s'affrontent, — parfois physiquement —, se tolèrent, se détestent, mais ne peuvent se passer l'un de l'autre. Certains voudraient réduire l'Etat à sa plus simple expression, afin de laisser faire un autre couple célè-

bre, star tant de fois liftée du boulevard du crépuscule libéral : l'Offre et la Demande. D'autres voudraient que l'Etat régente, tranche, légifère et ordonne en toutes matières, comme cela se passe à Moscou ou à Pékin. Il en est aussi qui font confiance à la société civile pour s'équilibrer elle-même, trouver sa régulation dans l'autonomie et le sens de la responsabilité de chacun. Les figures de ballet sont nombreuses : reste que ni l'Etat (contrairement à ce que, pour des raisons opposées, eussent désiré Marx et Adam Smith) ni la société civile (sauf en cas d'holocauste nucléaire) ne disparaîtront. Alors ? Ils pourraient peut-être apprendre, un peu mieux, un peu plus, à jouer ensemble. C'est la grâce jouissive que je nous souhaite.

Que ce propos n'égare personne : nous n'avons guère changé d'objectifs. Nous avons dit que Mitterrand allait, à travers vents et marées, nous « mâcher » le travail : nous ne croyons pas nous être trompés. Nous avons écrit que béni était l'intermède au cour duquel pouvait affleurer le Projet. Quand un essayiste qui se proclame nettement de gauche en arrive à écrire : « Il n'y a pas de solution socialiste à la crise que nous traversons... Il faut renoncer définitivement à l'idée que le socialisme constituerait une sorte d'alternative magique à la gestion rigoureuse de l'économie¹ », c'est que le métier, comme on dit vulgairement, rentre. Et qu'opère efficacement la pédagogie de la crise.

1. Jacques Julliard, in *Intervention*, été 1983.